

l'Énergie, des Mines et des Ressources à prendre des engagements publics qu'il n'a pas tenus ou que le premier ministre l'a empêché de tenir, fait tort aux Canadiens de toutes les régions de notre pays.

A l'heure actuelle, le public a moins confiance en l'industrie pétrolière que jamais. Je le répète, en exprimant mon inquiétude au sujet de l'industrie, je ne me préoccupe ni des propriétaires ni des actionnaires. Comme je l'ai dit en d'autres occasions, il y a sans doute plus d'actionnaires de ces sociétés qui vivent dans les circonscriptions de Mont-Royal, de Rosemount ou même d'Ottawa-Carleton que dans celle de Calgary-Centre. Je me préoccupe des milliers de Canadiens moyens qui vivent de cette industrie. Par suite de ce manque de confiance, bon nombre d'entre eux voient que leur emploi est menacé. En fait, certains l'ont déjà perdu. Cela me préoccupe car c'est le cas de bon nombre de mes électeurs, et j'exprime leur opinion. En outre, monsieur l'Orateur, la question du manque de confiance inquiète tous les Canadiens, même ceux qui n'ont absolument rien à voir avec l'industrie de l'énergie. Nous devons tous nous inquiéter de l'avenir de cette industrie et de l'importance de l'exploration qui a lieu. L'exploration diminue et va diminuer d'une façon alarmante tant que cette confiance manquera.

Pendant le congé de Noël, j'ai tenu à consulter un certain nombre de porte-parole de cette industrie. J'ai parlé à des associations industrielles pour essayer de comprendre ce qui se passait exactement. Bon nombre d'entre eux m'ont déclaré que les sociétés pétrolières de l'Ouest du Canada réduiraient leurs travaux d'exploration de 40 p. 100 l'année prochaine. Ils ont parlé de la région au sud du soixantième parallèle, mais au nord de la frontière américaine. Si c'est vrai, cela aura des conséquences énormes pour l'avenir. On peut s'attendre à ce que la production des sources ordinaires diminue au cours des prochaines années et, si nous ne trouvons pas de nouvelles sources d'énergie de type classique, nous dépendrons entièrement des importations de pétrole brut et connaîtrons les mêmes problèmes que la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Hollande et d'autres pays.

Nous ne pouvons pas compter uniquement sur les sables bitumineux pour résoudre le problème. Au mieux, dans des conditions optimales, une usine de traitement des sables ne peut être mise en production que tous les deux ans. Même alors, et même si une nouvelle usine entrait en production tous les deux ans, et était capable de produire 100,000 barils par jour—et cela exigerait beaucoup d'efforts et d'argent et susciterait beaucoup de tensions et de perturbations dans l'économie—nous pourrions nous compter chanceux de progresser au rythme de la consommation canadienne. Nous ne pourrions pas produire à partir des sables bitumineux le supplément d'approvisionnements nécessaire pour compenser la diminution des sources classiques. En l'occurrence, j'estime qu'il est très important, lorsqu'on parle d'établissement de prix et d'approvisionnements, que les intentions du gouvernement soient précisées le plus tôt possible. L'industrie doit connaître les règles du jeu pour pouvoir planifier et accroître ses activités de prospection et pour éviter de placer les Canadiens dans une position vulnérable à l'avenir. De cette manière, nous deviendrons autonomes en matière d'énergie et saurons à quoi nous en tenir sur notre avenir.

Plus importante encore que les questions mettant en cause l'industrie pétrolière et l'approvisionnement futur, est la perte de possibilités économiques. Par rapport au reste du globe, le Canada est en posture de bénéficier d'avantages économiques comme le monde n'en a pas

Droits d'exportation du pétrole

connus depuis l'après-guerre. Nous avons un avantage économique en puissance car, comme le ministre et bien d'autres l'ont souligné dernièrement, l'énergie est essentielle à une économie moderne et nous sommes le seul pays du monde occidental qui soit autonome en matière d'énergie. Cette seule réalité est primordiale car nous avons l'occasion unique de régler de nombreux problèmes qui nous préoccupent depuis des années, des problèmes d'inégalité économique régionale, de chômage, d'inégalités économiques, de diversification de l'industrie dans toute l'économie, de balance des paiements, de vente de matières premières à des prix inférieurs à leur valeur réelle, et le reste. Nous pourrions remédier à tous ces problèmes si nous nous préoccupions de tirer parti de cette extraordinaire possibilité qui s'offre à nous.

Il nous faut une politique nationale de développement qui reconnaisse notre situation. Ce dont il nous faut nous passer, c'est de querelles entre les provinces et le gouvernement fédéral à propos du contrôle des ressources. Nous avons tous les mêmes objectifs à l'esprit. Je suis persuadé que chaque premier ministre, qu'il vienne d'une province productrice ou d'une province consommatrice, en conviendra. Il se présente maintenant une occasion favorable non seulement pour les provinces productrices mais pour chacune des provinces du pays. Au cours des dernières années, deux raffineries très importantes ont été construites dans les provinces de l'Atlantique, et deux ou trois autres sont sur le point de l'être. Un grand nombre d'usines pétro-chimiques vont être construites pour transformer les matières premières produites par ces raffineries. Ces usines peuvent et devraient être établies dans la région de l'Atlantique. Nous avons là la possibilité de modifier radicalement l'aspect économique des diverses régions du Canada; mais cela ne se fera pas si nous laissons se perpétuer l'actuel état chaotique des choses. Tantôt il existe un régime de double prix au Canada, et tantôt pas. Tantôt c'est le prix mondial qui s'applique, tantôt c'est un prix moins élevé que le prix mondial. Tantôt, il y a un blocage de prix dans une partie du pays, tantôt il n'y en a pas.

● (1700)

Toute cette incertitude au sujet des dispositions à prendre nous fera perdre l'avantage que nous avons actuellement. Nous ne jouirons pas de cet avantage économique éternellement. Les États-Unis vont fournir un effort suprême en vue de devenir autarciques en matière d'énergie. Ils ont le potentiel nécessaire en fait de charbon et de schistes bitumineux, et ils ont réalisé des progrès eu égard à la technologie de l'énergie solaire et ainsi de suite. Par conséquent, nous ne pouvons espérer que le Canada conservera cet avantage plusieurs années encore. Cette situation n'existera que pour une période limitée. Je demande au ministre de se servir de son influence pour convaincre ses collègues. Je demande à tous les députés d'aider à écarter cette question de lutte entre les provinces, de lutte pour le butin, de lutte pour la plus grosse part de la taxe sur ceci ou cela. Arrêtons-nous plutôt à la véritable occasion qu'a actuellement le Canada. Discutons de la façon de tirer parti de la situation actuelle afin que tous les Canadiens aient l'avenir qu'ils méritent.

Je ne répéterai pas les remarques faites plus tôt aujourd'hui par mon chef. Il a exposé dix points d'une politique nationale des pétroles qui, si elle était adoptée par le gouvernement du Canada, pourrait nous assurer l'avenir que j'ai tenté de décrire. J'aimerais simplement faire une observation à propos d'un point qui a trait à la participation accrue des Canadiens à cette expansion future...